



Rapport annuel au Parlement sur l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022

ATSSC · SCDATA

Service Excellence / L'excellence en service

© Sa Majesté le Roi chef du Canada, représentée par l'administrateur en chef du Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs, 2022

N° de cat. J85-3/2E-PDF
ISSN 2371-2457

Table des matières

| | |
|--|----|
| Rapport annuel au Parlement sur l'application de la <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | 1 |
| Introduction | 4 |
| Mandat du SCDATA..... | 5 |
| Structure organisationnelle..... | 8 |
| Rendement de 2021-2022..... | 9 |
| Consultations | 9 |
| Demandes de consultation actives..... | 10 |
| Exceptions invoquées | 10 |
| Délais de traitement des demandes fermées et prorogations | 10 |
| Incidence de la COVID-19 sur les opérations de l'AIPRP | 11 |
| Formation et sensibilisation..... | 12 |
| Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives..... | 12 |
| Plaintes et vérification | 12 |
| Suivi | 12 |
| Atteintes substantielles à la vie privée..... | 12 |
| Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée..... | 13 |
| Communication de renseignements dans l'intérêt public | 13 |
| Annexe A..... | 14 |
| Annexe B..... | 18 |
| Annexe C | 32 |

Introduction

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) est heureux de présenter au Parlement son *Rapport annuel sur l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels* (la Loi) pour l'exercice 2021-2022 (du 1^{er} avril 2021 au 31 mars 2022).

En vertu l'article 72 de la Loi, le chef de chaque institution du gouvernement fédéral doit préparer et soumettre au Parlement un rapport annuel sur l'administration de la Loi au cours de l'exercice financier. Ce rapport brosse un aperçu des efforts déployés par le SCDATA pour assurer la mise en œuvre de la Loi durant cette période.

La *Loi sur la protection des renseignements personnels* vise à protéger la vie privée des particuliers en ce qui a trait aux renseignements personnels détenus par une organisation gouvernementale à leur sujet et à donner à ces personnes le droit d'accès à l'information personnelle les concernant. Elle protège aussi les renseignements personnels des gens en assurant un contrôle important sur la façon dont ces renseignements sont recueillis, utilisés et communiqués.

Le SCDATA s'engage à respecter l'esprit et l'intention de la Loi afin de favoriser l'établissement d'une culture axée sur l'ouverture et la transparence tout en assurant la protection de la vie privée des personnes en ce qui a trait aux renseignements personnels qu'il détient à leur sujet.

Mandat du SCDATA

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) a été institué le 1^{er} novembre 2014, à l'entrée en vigueur de la *Loi sur le service canadien d'appui aux tribunaux administratifs*. Le SCDATA est chargé d'offrir des services et des installations de soutien à 11 tribunaux administratifs fédéraux au moyen d'un guichet unique et intégré. De plus, le SCDATA fournit des installations et un soutien administratif au Conseil national mixte et soutient le Tribunal de la protection de l'environnement du Canada par le biais d'un protocole d'entente (PE) avec Environnement et Changement climatique Canada.

Ces services comprennent les services spécialisés requis pour appuyer le mandat de chaque tribunal (par exemple, service de greffe, recherche et l'analyse, services juridiques et autres services liés au mandat ou aux affaires), ainsi que les services internes (par exemple, les ressources humaines, les services financiers, la gestion et la technologie de l'information, les locaux, la sécurité, la planification et les communications). Grâce à ces services spécialisés, le SCDATA contribue à améliorer l'accès à la justice pour les Canadiens.

La responsabilité du Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs échoit au ministre de la Justice et procureur général du Canada.

Voici la liste des tribunaux administratifs qu'appuie le SCDATA.

Commission de révision agricole du Canada (CRAC)

La CRAC est un tribunal quasi judiciaire indépendant qui examine les sanctions administratives pécuniaires en matière d'agriculture et d'agroalimentaire infligées aux personnes qui auraient contrevenu aux règles fédérales ayant trait à l'importation de produits animaux et de produits végétaux, au transport sans cruauté des animaux d'élevage, à l'utilisation de pesticides, et à l'inspection des plantes, des animaux et des viandes.

Conseil canadien des relations industrielles (CCRI)

Le CCRI favorise des relations patronales-syndicales constructives dans le secteur privé sous réglementation fédérale en supervisant l'acquisition et la cessation des droits de négociation, en réglant les plaintes sur les pratiques de travail déloyales par voie de médiation ou d'arbitrage, et en veillant à la continuité des services nécessaires à la protection de la santé et de la sécurité publiques en cas de conflit de travail. Il est aussi chargé de l'application de la *Loi sur le statut de l'artiste*.

Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels (CCEEBC)

La CCEEBC est une entité décisionnelle indépendante qui relève du ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles. Son rôle est de déterminer si les biens culturels présentent un intérêt exceptionnel et revêtent une importance nationale et d'en attester afin de protéger et de préserver notre patrimoine artistique, historique et scientifique au Canada, et de rendre ces biens culturels accessibles au public.

Tribunal canadien des droits de la personne (TCDP)

Le TCDP est un tribunal quasi judiciaire indépendant qui instruit les plaintes de discrimination illicite en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*. C'est à lui qu'incombe de trancher la question de savoir si un acte discriminatoire a été commis en matière d'emploi, ou en ce qui concerne la fourniture de biens, de services, d'installations ou de moyens d'hébergement. Le TCDP rejette les plaintes qui ne sont pas fondées et, dans le cas contraire, il peut accorder des mesures de redressement à la victime.

Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)

Le TCCE fournit aux entreprises canadiennes et internationales l'accès à des procédures d'enquête justes, transparentes et efficaces sur les causes liées aux recours commerciaux et les plaintes concernant les marchés publics fédéraux ainsi que sur les appels en matière de douanes et d'accise. À la demande du gouvernement, le Tribunal fournit des conseils sur des questions tarifaires, commerciales et économiques.

Tribunal de la concurrence (TC)

Le TC est un tribunal indépendant spécialisé alliant les domaines de l'économie et des affaires à celui du droit. Les affaires dont il est saisi concernent les fusions d'entreprises, l'abus de position dominante, les accords entre concurrents, le refus de se conformer, le maintien des prix, les autres pratiques restrictives du commerce, les pratiques commerciales trompeuses, les accords de spécialisation, les prix à la livraison, les jugements, lois et directives étrangers qui nuisent aux activités économiques au Canada ainsi que les refus de fournir de la part de fournisseurs étrangers.

Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral (CRTESPF)

La CRTESPF est un tribunal indépendant quasi judiciaire établi par la *Loi sur la Commission des relations de travail et de l'emploi dans le secteur public fédéral*. Elle est responsable de l'administration de régimes de négociation collective et d'arbitrage des griefs dans la fonction publique fédérale et au Parlement. Elle est également responsable de la résolution des plaintes sur la dotation relatives aux nominations et mises à pied internes dans la fonction publique fédérale. Elle peut aussi s'occuper de plaintes sur des nominations faites à la suite d'une décision antérieure, ainsi que des révocations de nominations internes.

Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs (TPFD)

Ce tribunal a été créé dans le but d'accroître la confiance du public à l'égard de l'intégrité des fonctionnaires. Son mandat consiste à entendre les plaintes en matière de représailles qui lui sont renvoyées par le commissaire à l'intégrité du secteur public. Le Tribunal peut ordonner des mesures de réparation aux plaignants et des sanctions disciplinaires à l'encontre des personnes qui ont exercé les représailles.

Le Tribunal a pour mission de contribuer à l'amélioration d'une culture de l'éthique au sein de la fonction publique grâce au traitement opportun et impartial des plaintes.

Tribunal de la sécurité sociale du Canada (TSS)

Le TSS est un tribunal administratif indépendant qui rend des décisions quasi judiciaires sur les appels interjetés en vertu de la *Loi sur l'assurance-emploi, du Régime de pensions du Canada et de la Loi sur la sécurité de la vieillesse*.

Tribunal des revendications particulières (TRP)

Le TRP est un tribunal indépendant qui a été constitué aux termes de la *Loi sur le Tribunal des revendications particulières* afin de statuer sur les griefs des Premières Nations contre Sa Majesté. Le Tribunal a le mandat exprès de trancher les revendications particulières, y compris celles fondées sur la violation d'un traité, la fraude, la location ou la disposition sans droit de terres et l'absence de compensation adéquate pour des terres de réserves ou d'autres éléments d'actif. La raison d'être de ce tribunal est de régler les griefs en instance, mais aussi de favoriser la réconciliation entre les Premières Nations et Sa Majesté.

Tribunal d'appel des transports du Canada (TATC)

Le TATC fournit un mécanisme de recours pour le secteur national des transports en ce qui concerne des mesures administratives prises par le ministre des Transports et l'Office des transports du Canada en vertu de diverses dispositions législatives fédérales sur le transport. Il tient des audiences de révision et d'appel à la demande des personnes concernées par ces décisions administratives.

Tribunal de la protection de l'environnement du Canada (TPEC)

Le TPEC est un tribunal indépendant et quasi judiciaire chargé de réviser de façon impartiale les sanctions administratives pécuniaires et les ordres d'exécution émis par les agents d'application de la *Loi d'Environnement et changement climatique Canada* (ECCC). Anciennement connu sous le nom de Révision de la protection de l'environnement Canada, le TPEC est entièrement indépendant d'ECCC.

Conseil national mixte (CNM)

Le SCDATA appuie aussi le CNM, la tribune de choix pour l'élaboration conjointe, la consultation et l'échange d'information entre le gouvernement dans son rôle d'employeur et les agents négociateurs de la fonction publique.

Structure organisationnelle

Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels (AIPRP) est chargé de l'application de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (la Loi) au nom du SCDATA. Son mandat consiste à assurer la conformité aux lois, aux règlements et à la politique gouvernementale ainsi qu'à élaborer des directives et des normes ministérielles pour tout ce qui touche la Loi. L'arrêté de délégation en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels et du Règlement sur la protection des renseignements personnels*, qui a été signé par l'administrateur en chef du SCDATA, établit officiellement et décrit les responsabilités liées aux pouvoirs, aux tâches et aux fonctions relatives à l'administration de la Loi. Les pouvoirs décrits dans l'arrêté de délégation, qui figure à l'annexe A, ont été délégués au directeur général de la Direction des services ministériels, au directeur de la Division de la planification et des communications et au gestionnaire de l'AIPRP.

Au sein de la structure organisationnelle du SCDATA, le Bureau de l'AIPRP relève de l'Unité Planification et communications, qui fait partie de la Direction des services ministériels. La surveillance du Bureau de l'AIPRP est assurée par le directeur de la planification et des communications. Le Bureau de l'AIPRP compte un gestionnaire et deux analystes, ainsi que des services de soutien offerts par un expert-conseil en AIPRP, dont le travail est consacré aux activités d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels.

Le Bureau de l'AIPRP reçoit, coordonne et traite les demandes en conformité avec la Loi, fait connaître la Loi au sein de l'organisation, s'acquitte des responsabilités en matière de déclaration prévues dans la Loi et fournit des conseils spécialisés et des directives à la haute direction et au personnel du SCDATA au sujet de la Loi.

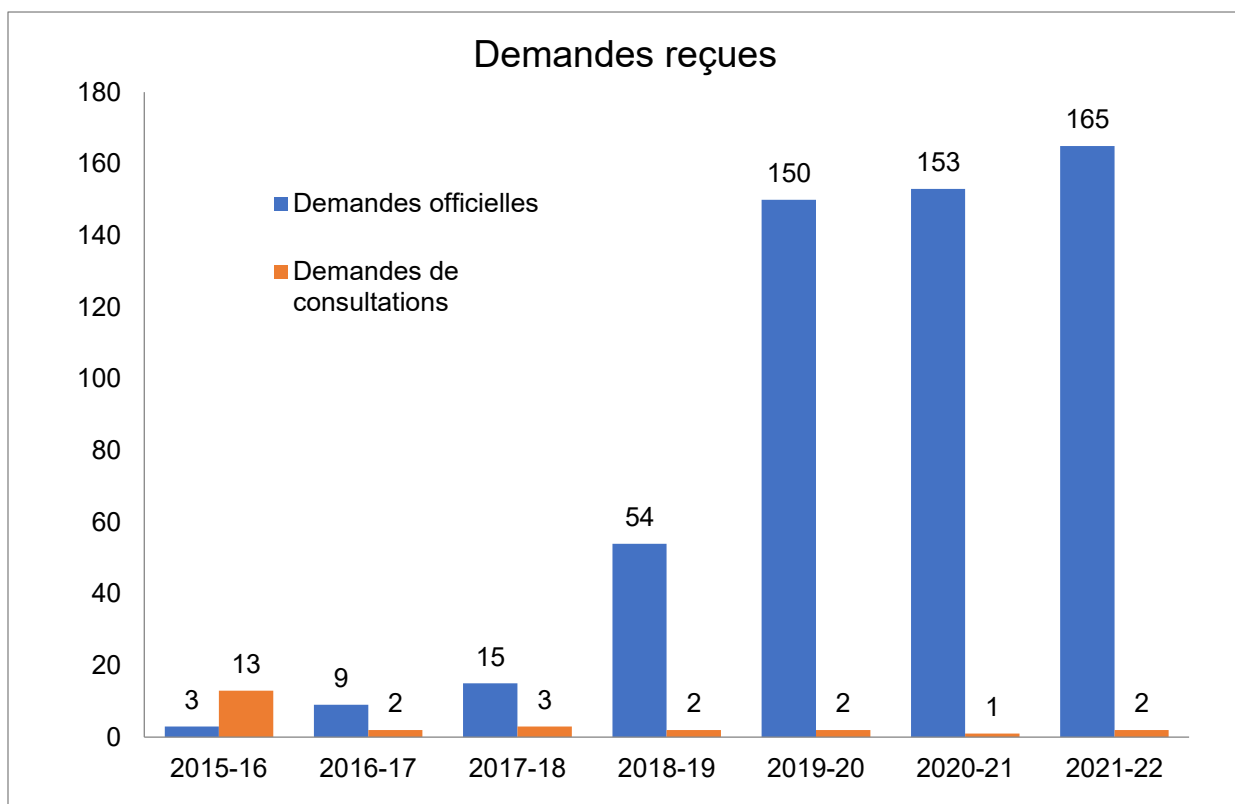
Le SCDATA n'a conclu aucune entente de service en vertu de l'article 73.1 de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* pendant la période de référence.

Rendement de 2021-2022

Le Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs (SCDATA) a reçu un total de 165 demandes officielles aux termes de la Loi. Trois (3) demandes ayant été reportées de l'exercice précédent, 166 des 168 demandes actives ont été traitées. Deux (2) demandes ont été reportées au nouvel exercice. Le SCDATA a répondu à 99 % des demandes reçues, soit 165 demandes, dans les délais prévus par la Loi. Une copie du *Rapport statistique sur la Loi sur la protection des renseignements personnels* figure à l'annexe B.

Au cours des dernières années, le nombre de demandes reçues a augmenté de façon exponentielle (figure 1). Cela est probablement dû à la notoriété croissante du SCDATA en tant qu'institution ainsi qu'à la mise en œuvre du service Demandes d'AIPRP en ligne en 2018-2019.

Figure 1 : Demandes reçues



Consultations

En plus de traiter les demandes reçues en vertu de la Loi, le Bureau de l'AIPRP formule des recommandations à l'intention d'autres institutions au sujet de la communication de documents concernant le SCDATA. Au cours de la période de rapport, le SCDATA a reçu deux (2) demandes de consultation de la part d'autres institutions fédérales. Une (1) demande reportée de la période précédente a été traitée au cours de cet exercice.

Le nombre de demandes de consultation présentées par d'autres organismes gouvernementaux est demeuré constant au fil des ans, comme le montre la figure 1, à l'exception du nombre élevé de demandes de consultation reçues en 2015-2016.

Demandes de consultation actives

Le SCDATA n'a aucune demande active reportée depuis les périodes de rapport précédentes.

Exceptions invoquées

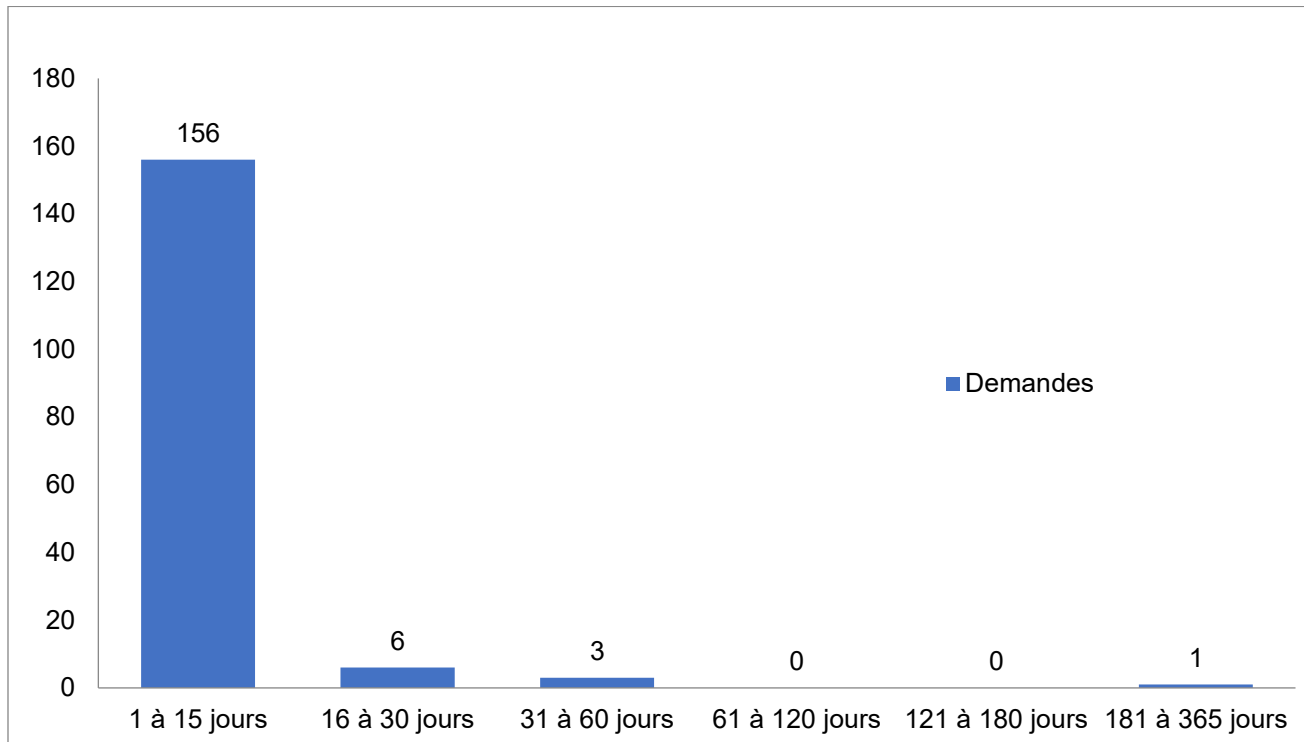
La Loi prévoit des exceptions spécifiques aux articles 18 à 28, au droit d'accès d'un individu à ses renseignements personnels. Chaque exception est destinée à protéger les renseignements relatifs à un intérêt public ou privé particulier et, lorsqu'elle est combinée aux exclusions prévues aux articles 69 et 70, elle constitue la seule base permettant de refuser à une personne l'accès à ses renseignements personnels.

Sur les 166 demandes traitées, des exceptions pour retenir des informations ont été invoquées dans huit (8) cas. Les exceptions les plus fréquemment appliquées ont été les articles 26 (renseignements concernant un autre individu) et 27 (secret professionnel de l'avocat).

Délais de traitement des demandes fermées et prorogations

Comme l'indique la figure 2 ci-dessous, le SCDATA a répondu à 156 demandes dans un délai de 1 à 15 jours, à six (6) demandes dans un délai de 16 à 30 jours et à trois (3) demandes dans un délai de 31 à 60 jours. Dans le cas d'une (1) demande, une réponse a été fournie dans un délai de 181 à 365 jours. Sur les 165 demandes traitées, quatre (4), soit environ 2 % des demandes, ont abouti à une communication totale des documents, et quatre (4), soit environ 2 % des demandes, à une communication partielle. 165 des 166 demandes ont été traitées dans le délai prévu par la Loi, tandis qu'une (1) demande n'a pas respecté le délai prévu par la loi en raison de la charge de travail.

Figure 2 : Résolution et délai de traitement



Le délai de traitement peut être prorogé au-delà de l'échéance de 30 jours prévue par la *Loi* dans trois types de circonstances :

en raison du grand nombre de documents demandés ou de l'ampleur des recherches à effectuer pour donner suite à la demande [alinéa 15(a)(i) de la *Loi*];
lorsque des consultations sont nécessaires [alinéa 15(a)(ii) de la *Loi*];
lorsqu'il faut prévoir du temps additionnel pour la traduction ou le transfert des documents sur un support de substitution.

Au cours de la période de déclaration, deux (2) prorogations ont été accordées. Une (1) prorogation en vertu de l'alinéa 15 (a)(i) (Entrave au fonctionnement) et une (1) prorogation en vertu de l'alinéa 15 (a)(ii) (À des fins de consultation).

Incidence de la COVID-19 sur les opérations de l'AIPRP

Comme le bureau de l'AIPRP du SCDATA possède l'équipement nécessaire pour exercer ses activités de façon virtuelle depuis 2019, les analystes sont en mesure de travailler à distance. Bien que le SCDATA soit doté d'un dépôt électronique de documents, la récupération des documents pour répondre aux demandes d'AIPRP a été remise en question par la COVID-19.

Formation et sensibilisation

Nos agents de liaison ont eu un accès continu à des séances sur la protection des renseignements personnels offertes de manière ponctuelle. Les agents de liaison aident le Bureau de l'AIPRP à fournir les dossiers exigés et donnent des indications sur l'objet des demandes.

Politiques, lignes directrices, procédures et initiatives

Le SCDATA s'appuie sur les politiques et les instruments du Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) en matière de protection des renseignements personnels. Au cours de la période de déclaration, le SCDATA n'a mis en œuvre aucune politique, directive ou procédure nouvelle ou révisée liée à la protection des renseignements personnels.

Plaintes et vérification

Au cours de la période de déclaration, le SCDATA a reçu sept (7) avis du Commissariat à la protection de la vie privée (CPVP), conformément à l'article 31 de la Loi, en vue de l'informer des plaintes déposées contre l'organisme. Une (1) de ces plaintes concernait le refus d'accès et six (6) l'application des exceptions.

En outre, le SCDATA a reçu les conclusions du CPVP en ce qui concerne quatre (4) plaintes. Les plaintes étaient bien fondées/résolues dans les quatre (4) cas.

Aucune vérification de la protection des renseignements personnels n'a été effectuée au cours de l'exercice.

Suivi

Le suivi des demandes de protection des renseignements personnels a été effectué au moyen du système de gestion des cas, qui saisit toutes les informations pertinentes et nécessaires pour évaluer la conformité aux exigences législatives et aux obligations en matière de déclaration. Le système a été mis à jour à mesure que de nouvelles demandes étaient reçues ou que le statut d'un dossier était modifié. Des réunions hebdomadaires entre le gestionnaire de l'AIPRP et l'analyste de l'AIPRP ainsi que des réunions entre le gestionnaire de l'AIPRP et le directeur de la planification et des communications qui ont été organisées en vue de discuter de la charge de travail et des priorités ont également aidé le SCDATA à respecter ses obligations en vertu de la Loi.

Atteintes substantielles à la vie privée

Une atteinte à la vie privée est jugée importante si elle concerne des renseignements personnels de nature délicate et s'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elle cause un préjudice grave à la personne concernée, ou si l'atteinte à la vie privée touche un grand nombre de personnes. Au cours de la période de déclaration, le SCATA n'a pas subi d'atteintes substantielles à la vie privée.

Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

Les évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) servent à repérer les risques éventuels d'entrave à la vie privée que posent les programmes et services du gouvernement fédéral, qu'ils soient nouveaux ou remaniés. Elles contribuent aussi à éliminer ces risques ou à les ramener à un niveau acceptable.

Au cours de la période de déclaration, une (1) EFVP a été réalisée pour évaluer les risques globaux en matière de protection de la vie privée associés aux renseignements personnels traités par le Conseil canadien des relations industrielles (CCRI).

Communication de renseignements dans l'intérêt public

Le paragraphe 8(2) de la Loi énonce les circonstances dans lesquelles des renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale peuvent être communiqués.

L'alinéa 8(2)m) stipule que des renseignements personnels peuvent être communiqués à toute autre fin dans les cas où, de l'avis du responsable de l'institution, (i) l'intérêt public de la divulgation prévaut nettement sur l'atteinte à la vie privée qui pourrait en résulter, ou (ii) la divulgation profiterait manifestement à l'individu concerné par les renseignements.

Au cours de la période couverte par ce rapport, le SCDATA a divulgué des renseignements personnels dans trois (3) cas aux termes de l'alinéa 8(2)m) de la Loi.

| Motif de la divulgation | Demandes traitées où les renseignements d'au moins un individu ont été divulgués | Notification du CPVP en vertu de l'article 8(5) |
|---|---|--|
| Divulgence des renseignements aux forces de l'ordre au profit d'un individu | 3 | Le CPVP a été notifié après la divulgation dans tous les cas en raison de leur caractère urgent. |

Annexe A

Loi sur la protection des renseignements personnels

Arrêté de délégation

ANNEXE

Attributions déléguées en vertu de sous-section 73(1) de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* et le *Règlement sur la protection des renseignements personnels*

Légende:

| | |
|----|---|
| AC | Administrateur en chef |
| DG | Directeur général des services de gestion |
| D | Directeur, Planification et communications |
| G | Gestionnaire, Accès à l'information et protection des renseignements personnels |

| Disposition | Description | AC | DG | D | G |
|---|---|----|----|---|---|
| <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | | | | | |
| <i>COMMUNICATION ET ACCÈS</i> | | | | | |
| 8(2)(a)-(l) | Divulgations autorisées | X | X | X | X |
| 8(2)(m) | Communication dans l'intérêt public ou d'une personne | X | X | | |
| 8(4) | Conservation des copies des demandes en vertu de 8(2)(e) | X | X | X | X |
| 8(5) | Avis de communication en vertu de 8(2)(m) | X | X | X | X |
| 9(1) | Conservation d'un relevé des cas d'usage | X | X | X | X |
| 9(4) | Usages compatibles | X | X | X | X |
| 10 | Fichiers de renseignements personnels | X | X | X | X |
| 14 | Notification lors de demande de communication | X | X | X | X |
| 15 | Prorogation du délai | X | X | X | X |
| 17(2)(b) | Version de la communication | X | X | X | X |
| 17(3)(b) | Communication sur support de substitution | X | X | X | X |
| <i>EXCEPTIONS</i> | | | | | |
| 18(2) | Fichiers inconsultables | X | X | X | X |
| 19(1) | Renseignements obtenus à titre confidentiel | X | X | X | |
| 19(2) | Cas où la divulgation est autorisée | X | X | X | |
| 20 | Affaires fédéro-provinciales | X | X | X | |
| 21 | Affaires internationales et défense | X | X | X | |
| 22 | Application de la loi et enquêtes | X | X | X | |
| 22.3 | <i>Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles</i> | X | X | X | |
| 23 | Enquêtes de sécurité | X | X | X | |
| 24 | Individus condamnés pour une infraction | X | X | X | |
| 25 | Sécurité des individus | X | X | X | |
| 26 | Renseignements concernant un autre individu | X | X | X | X |

| | | | | | |
|----|----------------------------------|---|---|---|---|
| 27 | Secret professionnel des avocats | X | X | X | X |
| 28 | Dossiers médicaux | X | X | X | X |

| <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i> | | Poste | | | |
|--|---|-------|----|---|---|
| Délégation | | AC | DG | D | G |
| Disposition | Description | | | | |
| AUTRES ARTICLES | | | | | |
| 33(2) | Droit de présenter ses observations | X | X | X | X |
| 35(1)(b) | Avis d'actions visant à mettre en œuvre les recommandations du Commissaire | X | X | X | X |
| 35(4) | Communication accordée | X | X | X | X |
| 36(3)(b) | Avis d'actions visant à mettre en œuvre les recommandations du commissaire concernant les banques exemptées | X | X | X | X |
| 51(2)(b), 51(3) | Règles spéciales (auditions) | X | X | X | X |
| 72 | Rapports au Parlement | X | X | X | X |
| <i>Règlement sur la protection des renseignements personnels</i> | | | | | |
| 7 | Conservation des renseignements personnels demandés en vertu de l'alinéa 8(2)(e) | X | X | X | X |
| 9 | Fournir des installations convenables et fixer un moment pour examiner les renseignements personnels | X | X | X | X |
| 11(2), 11(4) | Notification concernant les corrections | X | X | X | X |
| 13(1) | Communication des renseignements personnels concernant son état physique ou mental | X | X | X | X |
| 14 | Consultation en présence d'un médecin ou d'un psychologue | X | X | X | X |

Annexe B

Loi sur la protection des renseignements personnels

Rapport Statistique



Rapport statistique sur la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

Nom de l'institution: Service canadien d'appui aux tribunaux administratifsPériode d'établissement de rapport: 2021-04-01 au 2022-03-31

Section 1 – Demandes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

1.1 Nombre de demandes reçues

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 165 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 3 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 3 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 168 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 166 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 2 |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 | |
| • Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | 1 | |

1.2 Mode des demandes

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 145 |
| Courriel | 17 |
| Poste | 3 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 165 |

Section 2 – Demandes informelles

2.1 Nombre de demandes informelles

| | | Nombre de demandes |
|---|---|--------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | | 0 |
| • En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 0 | |
| • En suspens pour plus d'une période d'établissement de rapport | 0 | |
| Total | | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | | 0 |
| Reportées à la prochaine période d'établissement de rapport | | 0 |

2.2 Mode des demandes informelles

| Mode | Nombre des demandes |
|--------------|---------------------|
| En ligne | 0 |
| Courriel | 0 |
| Poste | 0 |
| En personne | 0 |
| Téléphone | 0 |
| Télécopieur | 0 |
| Total | 0 |

2.3 Délai de traitement pour les demandes informelles

| Délai de traitement | | | | | | | |
|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | Total |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

2.4 Pages communiquées informellement

| Moins de 100 pages communiquées | | De 100 à 500 pages communiquées | | De 501 à 1 000 pages communiquées | | De 1 001 à 5 000 pages communiquées | | Plus de 5 000 pages communiquées | |
|---------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|-----------------------------------|--------------------|-------------------------------------|--------------------|----------------------------------|--------------------|
| Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 3 – Demandes fermées pendant la période d'établissement de rapport

3.1 Disposition et délai de traitement

| Disposition des demandes | Délai de traitement | | | | | | | Total |
|--------------------------|---------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|------------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communication totale | 1 | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Aucun document n'existe | 122 | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 124 |
| Demande abandonnée | 33 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 34 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 156 | 6 | 3 | 0 | 0 | 1 | 0 | 166 |

3.2 Exceptions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|-------------|--------------------|---------|--------------------|
| 18(2) | 0 | 22(1)a(i) | 0 | 23a) | 0 |
| 19(1)a) | 0 | 22(1)a(ii) | 0 | 23b) | 0 |
| 19(1)b) | 0 | 22(1)a(iii) | 0 | 24a) | 0 |
| 19(1)c) | 0 | 22(1)b) | 1 | 24b) | 0 |
| 19(1)d) | 0 | 22(1)c) | 0 | 25 | 1 |
| 19(1)e) | 0 | 22(2) | 0 | 26 | 4 |
| 19(1)f) | 0 | 22.1 | 0 | 27 | 2 |
| 20 | 0 | 22.2 | 0 | 27.1 | 0 |
| 21 | 0 | 22.3 | 0 | 28 | 0 |
| | | 22.4 | 0 | | |

3.3 Exclusions

| Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes | Article | Nombre de demandes |
|---------|--------------------|---------|--------------------|---------|--------------------|
| 69(1)a) | 0 | 70(1) | 0 | 70(1)d) | 0 |
| 69(1)b) | 0 | 70(1)a) | 0 | 70(1)e) | 0 |
| 69.1 | 0 | 70(1)b) | 0 | 70(1)f) | 0 |
| | | 70(1)c) | 0 | 70.1 | 0 |

3.4 Format des documents communiqués

| Papier | Électronique | | | | Autres |
|--------|-----------------------|---------------------|-------|-------|--------|
| | Document électronique | Ensemble de données | Vidéo | Audio | |
| 0 | 8 | 0 | 0 | 1 | 0 |

3.5 Complexité

3.5.1 Pages pertinentes traitées et communiquées en formats papier et document électronique

| Nombre de pages traitées | Nombre de pages communiquées | Nombre de demandes |
|--------------------------|------------------------------|--------------------|
| 2731 | 2561 | 42 |

3.5.2 Pages pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en formats papier et document électronique par disposition des demandes

| Disposition | Moins de 100 pages traitées | | 100 à 500 pages traitées | | 501 à 1 000 pages traitées | | 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|--------------------------|-----------------------------|----------------|--------------------------|----------------|----------------------------|----------------|------------------------------|----------------|------------------------------|----------------|
| | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées | Nombre de demandes | Pages traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 4 | 811 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 1 | 14 | 2 | 668 | 0 | 0 | 1 | 1238 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 34 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 35 | 14 | 6 | 1479 | 0 | 0 | 1 | 1238 | 0 | 0 |

3.5.3 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format audio

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 1 | 1 | 1 |

3.5.4 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format audio par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.5 Minutes pertinentes traitées et communiquées en format vidéo

| Nombre de minutes traitées | Nombre de minutes communiquées | Nombre de demandes |
|----------------------------|--------------------------------|--------------------|
| 0 | 0 | 0 |

3.5.6 Minutes pertinentes traitées en fonction de l'ampleur des demandes en format vidéo par dispositions des demandes

| Disposition | Moins de 60 minutes traitées | | 60-120 minutes traitées | | Plus de 120 minutes traitées | |
|--------------------------|------------------------------|------------------|-------------------------|------------------|------------------------------|------------------|
| | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées | Nombre de demandes | Minutes traitées |
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

3.5.7 Autres complexités

| Disposition | Consultation requise | Avis juridique | Renseignements entremêlés | Autres | Total |
|--------------------------|----------------------|----------------|---------------------------|--------|-------|
| Communication totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communication partielle | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |
| Exception totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclusion totale | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Demande abandonnée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ni confirmée ni infirmée | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 |

3.6 Demandes fermées

3.6.1 Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la *Loi*

| | |
|---|-------------|
| Nombre de demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> | 165 |
| Pourcentage des demandes fermées dans les délais prévus par la <i>Loi</i> (%) | 99.39759036 |

3.7 Présomptions de refus

3.7.1 Motifs du non-respect des délais prévus par la *Loi*

| Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Motif principal | | | |
|--|--|----------------------|----------------------|--------|
| | Entrave au fonctionnement /Charge de travail | Consultation externe | Consultation interne | Autres |
| 1 | 1 | 0 | 0 | 0 |

3.7.2 Demandes fermées au-delà des délais prévus par la *Loi* (y compris toute prolongation prise)

| Nombre de jours au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où aucune prolongation n'a été prise | Nombre de demandes fermées au-delà des délais prévus par la <i>Loi</i> où une prolongation a été prise | Total |
|---|---|--|-------|
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 jours | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 jours | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 jours | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 jours | 0 | 1 | 1 |
| Plus de 365 jours | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 1 | 1 |

3.8 Demandes de traduction

| Demandes de traduction | Acceptées | Refusées | Total |
|--------------------------|-----------|----------|-------|
| De l'anglais au français | 0 | 0 | 0 |
| Du français à l'anglais | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 |

Section 4 – Communications en vertu des paragraphes 8(2) et 8(5)

| Alinéa 8(2)e) | Alinéa 8(2)m) | Paragraphe 8(5) | Total |
|---------------|---------------|-----------------|-------|
| 0 | 3 | 0 | 3 |

Section 5 – Demandes de correction de renseignements personnels et mentions

| Disposition des demandes de correction reçues | Nombre |
|---|--------|
| Mentions annexées | 0 |
| Demandes de correction acceptées | 0 |
| Total | 0 |

Section 6 – Prorogations

6.1 Motifs des prorogations

| Nombre de demandes pour lesquelles une prorogation a été prise | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|--|---|-----------------------|--------------------------|---|--|---------|---------|---|
| | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Document confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 2 | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

6.2 Durée des prorogations

| Durée des prorogations | 15a)(i) Entrave au fonctionnement de l'institution | | | | 15a)(ii) Consultation | | | 15b) Traduction ou cas de transfert sur support de substitution |
|------------------------|---|-----------------------|--------------------------|---|--|---------|---------|---|
| | Examen approfondi nécessaire pour déterminer les exceptions | Grand nombre de pages | Grand volume de demandes | Les documents sont difficiles à obtenir | Document confidentiels du Cabinet (article 70) | Externe | Interne | |
| 1 à 15 jours | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 jours | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |
| Plus de 31 jours | | | | | | | | 0 |
| Total | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 |

Section 7 – Demandes de consultation reçues d'autres institutions et organisations

7.1 Demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada et autres organisations

| Consultations | Autres institutions du gouvernement du Canada | Nombre de pages à traiter | Autres organisations | Nombre de pages à traiter |
|---|---|---------------------------|----------------------|---------------------------|
| Reçues pendant la période d'établissement de rapport | 2 | 23 | 0 | 0 |
| En suspens à la fin de la période d'établissement de rapport précédente | 1 | 169 | 0 | 0 |
| Total | 3 | 192 | 0 | 0 |
| Fermées pendant la période d'établissement de rapport | 3 | 192 | 0 | 0 |
| Reportées à l'intérieur des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reportées au-delà des délais négociés à la prochaine période d'établissement de rapport | 0 | 0 | 0 | 0 |

7.2 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres institutions du gouvernement du Canada

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 |

7.3 Recommandations et délai de traitement pour les demandes de consultation reçues d'autres organisations

| Recommandation | Nombre de jours requis pour traiter les demandes de consultation | | | | | | | Total |
|---------------------------------|--|---------------|---------------|----------------|-----------------|-----------------|-------------------|-------|
| | 1 à 15 jours | 16 à 30 jours | 31 à 60 jours | 61 à 120 jours | 121 à 180 jours | 181 à 365 jours | Plus de 365 jours | |
| Communiquer en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Communiquer en partie | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exempter en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Exclure en entier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Consulter une autre institution | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autre | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 8 – Délais de traitement des demandes de consultation sur les documents confidentiels du Cabinet

8.1 Demandes auprès des services juridiques

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

8.2 Demandes auprès du Bureau du Conseil privé

| Nombre de jours | Moins de 100 pages traitées | | De 100 à 500 pages traitées | | De 501 à 1 000 pages traitées | | De 1 001 à 5 000 pages traitées | | Plus de 5 000 pages traitées | |
|-----------------|-----------------------------|--------------------|-----------------------------|--------------------|-------------------------------|--------------------|---------------------------------|--------------------|------------------------------|--------------------|
| | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées | Nombre de demandes | Pages communiquées |
| 1 à 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 16 à 30 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 31 à 60 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 61 à 120 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 121 à 180 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 181 à 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Plus de 365 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |

Section 9 – Avis de plaintes et d'enquêtes reçus

| Article 31 | Article 33 | Article 35 | Recours judiciaire | Total |
|------------|------------|------------|--------------------|-------|
| 7 | 0 | 4 | 0 | 11 |

Section 10 – Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (ÉFVP) et des Fichiers de renseignements personnels (FRP)

10.1 Évaluations des facteurs relatifs à la vie privée

| | |
|-------------------------|---|
| Nombre d'ÉFVP terminées | 1 |
| Nombre d'ÉFVP modifiées | 0 |

10.2 Fichiers de renseignements personnels spécifiques à l'institution et centraux

| Fichiers de renseignements personnels | Actifs | Créés | Supprimés | Modifiés |
|---------------------------------------|-----------|----------|-----------|----------|
| Spécifiques à l'institution | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Centraux | 52 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 52 | 0 | 0 | 0 |

Section 11 – Atteintes à la vie privée

11.1 Atteintes substantielles à la vie privée signalée

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au SCT | 0 |
| Nombre d'atteintes substantielles à la vie privée signalées au CPVP | 0 |

11.2 Atteintes à la vie privée signalée non-substantielles

| | |
|---|---|
| Nombre d'atteintes à la vie privée non-substantielles | 0 |
|---|---|

Section 12 – Ressources liées à la Loi sur la protection des renseignements personnels

12.1 Coûts répartis

| Dépenses | Montant |
|---------------------------------------|------------------|
| Salaires | \$164,835 |
| Heures supplémentaires | \$0 |
| Biens et services | \$16,081 |
| • Contrats de services professionnels | \$11,828 |
| • Autres | \$4,253 |
| Total | \$180,916 |

12.2 Ressources humaines

| Ressources | Années-personnes consacrées aux activités liées à la protection des renseignements personnels |
|--|--|
| Employés à temps plein | 1.810 |
| Employés à temps partiel et occasionnels | 0.000 |
| Employés régionaux | 0.000 |
| Experts-conseils et personnel d'agence | 0.050 |
| Étudiants | 0.000 |
| Total | 1.860 |

Annexe C

Rapport statistique supplémentaire sur la *Loi sur l'accès à l'information*
et la *Loi sur la protection des renseignements personnels*



Rapport statistique supplémentaire sur la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Nom de l'institution : Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs

Période
d'établissement de rapport : 2021-04-01 au 2022-03-31

Section 1 : Capacité de recevoir des demandes sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu recevoir des demandes d'AIPRP par les différents canaux.

| | Nombre de semaines |
|--|--------------------|
| Capacité de recevoir des demandes par la poste | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes par courriel | 52 |
| Capacité de recevoir des demandes au moyen du service de demande numérique | 52 |

Section 2 : Capacité de traiter les dossiers sous la Loi sur l'accès à l'information et la Loi sur la protection des renseignements personnels

2.1 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents papiers à différents niveaux de classification.

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents papiers non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents papiers Secret et Très secret | 0 | 0 | 52 | 52 |

2.2 Indiquez le nombre de semaines pendant lesquelles votre institution a pu traiter des documents électroniques à différents niveaux de classification

| | Ne peut pas traiter | Peut traiter en partie | Peut traiter en totalité | Total |
|---|---------------------|------------------------|--------------------------|-------|
| Documents électroniques non classifiés | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Protégé B | 0 | 0 | 52 | 52 |
| Documents électroniques Secret et Très secret | 52 | 0 | 0 | 52 |

Section 3 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information*

3.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes dans les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes dépassant les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Total |
|---|---|--|----------|
| Reçues en 2021-2022 | 2 | 2 | 4 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 | 2 | 2 |
| Total | 2 | 4 | 6 |

3.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à l'information du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|---|-----------------------------|
| Reçues en 2021-2022 | 0 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 |
| Total | 0 |

Section 4 : Demandes ouvertes et plaintes en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels*

4.1 Indiquez le nombre de demandes ouvertes qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes

| Exercice financier au cours duquel les demandes ouvertes ont été reçues | Demandes ouvertes <i>dans</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Demandes ouvertes <i>dépassant</i> les délais prescrits par la <i>Loi</i> en date du 31 mars 2022 | Total |
|---|--|---|----------|
| Reçues en 2021-2022 | 1 | 0 | 1 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 | 1 | 1 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 | 0 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 | 0 | 0 |
| Total | 1 | 1 | 2 |

4.2 Indiquez le nombre de plaintes ouvertes auprès du Commissaire à la protection de la vie privée du Canada qui sont en suspens depuis des périodes de rapport précédentes.

| Exercice financier au cours duquel les plaintes ouvertes ont été reçues par institution | Nombre de plaintes ouvertes |
|--|------------------------------------|
| Reçues en 2021-2022 | 5 |
| Reçues en 2020-2021 | 0 |
| Reçues en 2019-2020 | 0 |
| Reçues en 2018-2019 | 0 |
| Reçues en 2017-2018 | 0 |
| Reçues en 2016-2017 | 0 |
| Reçues en 2015-2016 ou plus tôt | 0 |
| Total | 5 |

Section 5: Numéro d'assurance social (NAS)

| | |
|--|------------|
| Votre institution a-t-elle reçu l'autorisation de procéder à une nouvelle collecte ou à nouvelle utilisation cohérente du NAS en 2021-2022? | Non |
|--|------------|

